



Prix 400 F Cfa
N° 2782

Jeudi 04 octobre 2018

Directeur de la publication
Haman Mana

lejourquotidien@yahoo.fr

<http://lequotidienlejour.info>

Tél.: 222 04 01 85

le jour

faire savoir, faire voir, faire parler, faire comprendre

Grégoire Owona

**“Je suis fier
du Cameroun
de Paul Biya”**



Maurice Kamto

**“Même s’il le
voulait, il ne
pourrait plus”**



Entretiens avec le vice-président de la Commission nationale de campagne du Rdpcc et le candidat du Mrc. Pp. 8-9

**40% de Camerounais
n'épargnent pas**

P. 6

Dr Elong Ngono

**“La dignité
des médecins
est malade”**



P. 5



Dans l'arène

“ Ahidjo a laissé le pays à la malchance ”

Bertoua. Le candidat du Sdf a fait cette déclaration au cours de son meeting de campagne.



Joshua Oshi a tenu un meeting de campagne à Bertoua le lundi 1er octobre 2018. C'est à la place des fêtes de Bertoua que la grande messe de propagande électorale a eu lieu. Le candidat qui incarne « la force de notre diversité » a d'entrée de jeu étayé à son auditoire sur les tares et les limites du bilan du

président candidat Paul Biya. « On ne peut plus faire confiance à quelqu'un qui nous a laissé pendant 36 ans dans l'obscurité, assoiffés, sans route, sans médicaments dans les hôpitaux ; quelqu'un qui a bafoué nos valeurs. C'est fini, cela doit changer », a martelé le candidat Joshua.

Le lieutenant du parti vert et

blanc a également taclé au cours de son exercice de séduction du bétail électoral, la dégradation des valeurs patriotiques du peuple camerounais. « Le 4 novembre 1982, quand le président Ahidjo a annoncé sa démission, des gens ont beaucoup pleuré. Mais on ne pleurait pas son départ, mais on pleurait parce qu'il a remis le pays entre les mains de la malchance. Aujourd'hui il, n'y a plus de paix, plus de travail ; nous ne sommes plus des vrais patriotes », a expliqué le candidat du Sdf.

Joshua Oshi s'est prononcé sur les problèmes que traverse le pays en ce moment. « J'ai la capacité d'arrêter les violences dans la partie anglophone en 30 jours et mettre totalement fin à la guerre en 60 jours », rassure le joker du Sdf. Quant à la forme de l'Etat, l'homme politique n'a pas manqué de vanter les prouesses du fédéralisme. « Le modèle fédéral a montré qu'il est celui qui assure un développement et une croissance rapide. Mais curieusement c'est ce modèle que les bandits de Yaoundé ne veulent pas entendre. »

Charles Mahop

Chez Jean Nkuete, le Mrc promet un vote sanction

Penka-Michel. Avec la stratégie de proximité, les militants de Maurice Kamto ont passé le message de la renaissance au secrétaire du Rdpc dans son village.



Nous savons que Balessing est déjà acquis à la cause du Mrc. Nous nous sommes inscrits dans la volonté de toucher toute la population sans exception », rassure Jean-Bernard Ngouffo, le communal Mrc de Penka-Michel.

En attendant le grand meeting du mercredi 3 octobre avec leur candidat, la sensibilisation continue sur le terrain. Dans les groupements Bamendou, Bansa, Baloum et Balessing, une alternance entre le porte-à-porte et les meetings grand public est observée. « Depuis que la campagne a commencé à Penka-Michel, nous avons été partout pour la sensibilisation. Nous avons commencé notre premier meeting à Bansa chefferie où nous avons reçu 1 700 personnes venues écoutées en direct le message de l'espoir à travers le programme de société de notre candidat, président Maurice Kamto. Les citoyens nous ont promis un vote sanction le 07 octobre. Le Rdpc nous a trainés depuis 36ans dans la précarité, la gabegie, la corruption, la destruction, la division et aujourd'hui dans la guerre au Nord-Ouest et au Sud-Ouest. A Bamendou, les populations sont sorties massivement à la place du marché et ont dit leur engagement à voter Maurice Kamto. A Balessing, les gens attendent tout simplement le jour-j pour exprimer leur droit de vote pour le changement du Cameroun. Les jeunes, moins jeunes, adultes, sont prêts pour la renaissance du Cameroun dans la paix à partir de Penka-Michel », a-t-il affirmé.

Aurélien Kanouo

Quand Kamto fait foule à Ebolowa

Sud. Une pilule amère pour le parti au pouvoir dans une région considérée comme le socle granitique du Renouveau.



Ebolowa, lundi, 1er octobre Maurice Kamto et Valséro devant la foule de militants lors du meeting de campagne.

« Je suis à Ebolowa en chair et en os », a lancé Maurice Kamto à une foule en extase. Du jamais vu à Ebolowa pour un parti politique de l'opposition. Lundi, 1er Octobre 2018, Maurice Kamto, président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), a bien réussi l'exploit de la mobilisation d'une foule estimée à près de 1 000 personnes. C'était au cours d'un meeting tenu au stade de Nko'ovos. Une foule constituée pour l'essentiel des commerçants, conducteurs de motos, vendeurs à la sauvette, revendeurs de vivres, élèves et étudiants. Cette foule ayant escorté le candidat du Mrc de l'entrée de la ville jusqu'au

stade municipal. Le stade d'Ebolowa, principal théâtre de l'événement ayant connu pour la circonstance, une affluence des grands jours. Et spectacle, il y en a eu. D'abord la prestation de l'artiste engagé Valséro qui a enflammé l'arène sportive.

L'autre rubrique très attendue des partisans du candidat du Mrc étant le fameux pénalty que tire et marque Maurice Kamto. Une illustration de la victoire attendue au soir du 7 octobre prochain en faveur du Mrc. Les partisans de Maurice Kamto jubilant déjà : « Paul Biya va partir, Maurice va gouverner ». Une pilule que n'a pas pu avaler Joseph Blaise Abolo Abolo, ancien délégué

du gouvernement et président du secteur Ngôtô 1 pour la campagne du Rdpc, commission communale d'Ebolowa 1er. Le cadre du parti au pouvoir rappelle que mercredi, 26 septembre 2018, 20 militants du Mrc ont rejoint les rangs du Rdpc à Azem Essakoé. Et Jacques Fame Ndong, président de la commission régionale de la campagne du Rdpc pour le Sud, de mettre en garde : « aucune voix ne sera accordée à l'opposition ici au Sud ». Au soir du 07 octobre prochain, l'on sera mieux fixé si effectivement le Sud demeure encore ce bastion impenable du Renouveau ou si la donne a entretemps évolué.

Jérôme Essian

Akéré Muna bat campagne sous la pluie

Est. Le meeting du candidat à l'élection présidentielle a été fortement perturbé.



Le candidat Akere Muna a fait une entrée en grosse pompe dans la ville de Bertoua le 1er octobre 2018 vers la fin de l'après-midi, escorté par une cohorte des mototaxis qui s'étendait sur plus de deux kilomètres. Le cortège finit par s'arrêter à l'annexe du stade départemental de Bertoua, lieu du meeting où une foule en liesse ne cesse de scander des slogans en faveur du candidat.

A peine Akere Muna a-t-il pris la parole que dame pluie s'est invitée. C'est sous une averse que le candidat Akere Muna s'est adressé à ses partisans. Ses derniers, quoique trempés, ne ressentent pas le crépitemment des gouttes de pluie grâce au pas de danse, sous la conduite de Paul Mahel et sur le rythme impulsé par l'artiste Longue Longue. Il chantait alors une chanson composée pour la

circonstance, qui fait des éloges du candidat Akere Muna. Face à la persistance de la pluie, le candidat à l'élection présidentielle a été obligé de mettre précipitamment fin à son meeting et n'a pas pu dérouler en détail son offre politique à la foule qui était venue nombreuse à sa rencontre.

Charles Mahop

L'équipe de proximité du Mrc le 30 septembre à Balessing.

Conscient qu'avec le régime du Renouveau, l'arrondissement est resté à la traîne malgré une forte élite au potentielle économique de rêve, les militants du Mrc s'engagent à changer la donne à Penka-Michel. Ils l'ont exprimé au cours de leur meeting au marché Balessing le dimanche 30 septembre. De porte-à-porte, ou meeting grand public sous la coordination des responsables du parti du parti de la « renaissance » dans cette circonscription administrative, les militants et sympathisants du candidat Maurice Kamto passent le message de la renaissance du Cameroun en général et spécifiquement de l'arrondissement de Penka-Michel.

Cette équipe de campagne dit être confiante avec l'onction du peuple malgré la frustration du parti au pouvoir et la manipulation de l'autorité tradition-

nelle à des fins partisans. « Notre carton rouge qui est notre bulletin de vote a été remis aux populations du groupement Balessing. Cette proximité nous a permis d'aller de porte-à-porte pour présenter les cinq piliers de notre candidat à la population qui présente déjà la volonté du changement de notre pays. Dans cette démarche, nous avons surpris le secrétaire général du parti Rdpc à sa résidence. Nous lui avons remis le bulletin de couleur rouge du président Maurice Kamto. Il a été très clément envers nous. Nous lui avons dit que nous comptons sur lui afin qu'il prenne une retraite dorée et laisse ses petits-fils prouvés de quoi ils sont capables pour la gouvernance de ce pays. Nous restons d'une sérénité extrême. La peur a déjà changé de camp. Nous n'avions plus peur et le peuple camerounais avec.

La campagne de proximité s'intensifie

Bamboutos. La caravane conduite par Emmanuel Nganou Djoumessi sillonne les artères de la ville de Mbouda et des villages environnants.

Il y a d'une part les grands meetings populaires et, d'autre part, ces descentes auprès des populations. Ce sont les ingrédients du cocktail servi aux populations du département des Bamboutos par l'équipe de coordination de la campagne du Rdpc dans ce département. Cette campagne a pris un tour décisif à l'entrée de la deuxième semaine. Les commissions locales d'appui à la campagne se sont mobilisées dans toutes les entités du département pour convaincre les populations à choisir le candidat du Rdpc le 7 octobre prochain.

Les bulletins du candidat Paul Biya ont ainsi été présentés comme « le bulletin du bien-être ». « Paul Biya we go for before (avec Paul Biya, on avance) », un air populaire dans le département, a été régulièrement repris en chœur lors des meetings qui ont drainé chaque fois une importante foule. Ce fut le cas à la place de la chefferie Batcham, à Bangang-Bantsiet, à Bangang chefferie, à Mbouda, à Babadjou-Kombou et à Bamessingue, où la Commission départementale de coordination de la campagne s'est déployée les 28, 29 et 30 septembre.

Celle-ci est également allée à la rencontre des comités locaux, des commerçants, des moto-taximen, et d'autres groupes. L'un des constats faits sur place est que chaque sous-groupe linguistique du département a



Le porte à porte au quartier Lepi à Mbouda.

conçu et adopté une courte chanson en langue locale, décrivant les éléments phares du bulletin de vote de Paul Biya, ceci afin d'éviter toute confusion dans l'isoloir le 7 octobre prochain.

La caravane que conduit le Ministre Emmanuel Nganou Djoumessi a bravé les intempéries pour célébrer, dans chaque communauté visitée, le Rdpc qui a apporté le développement aux Bamboutos et qui reste seul garant de la paix, de la stabilité et du progrès de la nation. En termes d'initiatives de développement, le projet en cours de désenclavement du bassin agricole de l'ouest dont le lot 1 (110

km) qui traverse le département du nord au sud, reste le plus emblématique et cristallise les attentions à chaque rencontre, car il vient avec des projets socioéconomiques connexes le long du tracé.

L'accueil de nouveaux militants à Batcham, la remise d'une cloche à l'EEC de Bangang-Centre et la dotation d'une centaine Moto-taximen de Mbouda et Galim en équipements de sécurité (casques et chasubles), constituent quelques temps forts de ces rencontres.

F.E.

Les personnes handicapées saisissent la Crtv

Plaidoyer. Elles veulent que les émissions politiques diffusées à la télévision nationale soient traduites en langue de signes pour les déficients auditifs.

Le droit d'accès à l'information (Dai) est un droit fondamental de l'individu. Mais depuis le début de la campagne électorale, les déficients auditifs sont « marginalisés ». Handicapée, cette catégorie d'électeurs ne se sent véritablement pas enclin dans le jeu politique. Ces déficients auditifs cherchent en vain à percer le mystère des différents projets de société et des analyses faites par les candidats lors des différents passages sur les plateaux de télévision. Ils sont embrigadés dans une situation de manque d'information tout simplement parce que, les émissions politiques ne sont pas traduites en langue de signes.

Pour pallier à cette situation jugée « injuste », Joseph Pouagam, le président de l'Organisation de Promotion des droits et de l'emploi des personnes handicapées (Goodwill Cameroun) a tenu à saisir le directeur général de la Cameroon radio and television, Charles Ndongo, afin que les émissions politiques en cette période importante soient traduites en langue des signes. Ceci permettra à ces électeurs de porter leur choix sur un candidat en connaissance de cause. « Ce plaidoyer a pour vocation de dire qu'il y ait désormais une traduction en langue de signes des contenus de manière à ce que des personnes



Joseph Pouagam, le président de l'Organisation de Promotion des droits et de l'emploi des personnes handicapées.

déficientes auditives puissent avoir accès à l'information ». A ce niveau, tous les électeurs ne sont pas au même niveau d'information mais le 7 octobre, ils seront tous appelés à voter le futur président de la République.

Joseph Pouagam invite les pouvoirs publics, à prendre des dispositions pour que la marginalisation d'une catégorie de personnes puisse cesser. Après la Crtv, qui est la chaîne pu-

blique, appartenant à tous les camerounais, il compte saisir les chaînes privées à cet effet. Goodwill Cameroun s'engage d'ailleurs à prendre en charge les honoraires du traducteur en langue des signes pour les émissions politiques diffusées à la Crtv au moins jusqu'à la fin de l'élection présidentielle. C'était au cours d'un point de presse tenu le mardi 2 septembre à Yaoundé.

S.C.P

Vente sur saisie immobilière

A la requête de Monsieur SOBZE KEMKENG Joseph Gérant de Société BP 4306 Douala, Tél : 33-42-96-26, élisant domicile pour les présentes et ses suites au Cabinet de Maître SOFACK Jean Claude, Avocat au Barreau du Cameroun, BP 4603 Douala, Tél : 699-83-12-28, Cabinet situé à Rue Mermoz Akwa-Douala ;

En vertu de la grosse en forme exécutoire du jugement civil N° 315 du 14 Avril 2010 rendu par le Tribunal de Grande Instance du Wouri, enregistré à Douala le 31 Août 2010, volume 003, folio 440 ;

D'un Commandement aux fins de saisie immobilière du 24 Octobre 2017 de Maître KOU-GANG Gabriel, inscrit le 23 Janvier 2018 à la Conservation Foncière du Wouri à Douala resté sans effet,

Il sera procédé le 03 Mai 2018 à 07 Heures 30 Minutes à Douala par devant le Tribunal de Grande Instance du Wouri, à la vente aux enchères publiques de l'immeuble ci-après désigné appartenant à feu ENOUMBA Jean Marie, représenté par son fils Monsieur BEKIMA ENOUMBA Bruno Léopold demeurant à Douala V quartier Bépanda, Téléphone 677-75-38-01.

Désignation de l'immeuble:

Un immeuble urbain bâti sis à Douala Vème

SALES ON REAL ESTATE SEIZURE

On the petition of Mrs. SOBZE KEMKENG Joseph Company Manager, PO Box: 4306 Douala Suing through its legal representative, and having as counsel Barrister SOFACK Jean Claude of the Cameroon Bar Association, P.O Box: 4306 Tél: 699 83 12 28 / 665 544 344, e-mail: mesofack@yahoo.fr Akwa Douala;

It shall be proceeded on 03th May 2018 at 7:30 AM before the Wouri High Court, holding in Douala, for the Public auction sales of an urban land, situated at Douala v. Bepanda near MRS petrol Station quarter, Parcel covering a surface area of 1041 m², objet of land title N° 36 510/W belonging to later ENOUMBA

quartier Bassa, au lieu-dit Bépanda (entrée à côté de la Station MRS), d'une contenance superficielle de 1041 mètres carrés objet du Titre Foncier N° 36.510 du Département du Wouri, établi le 03 Janvier 2007

Mise à prix :

Outre les charges, clauses et conditions insérées au cahier des charges dressé le 15 Février 2018 par l'Avocats de la partie poursuivante et déposé le même jour au Greffe du Tribunal de Grande Instance du Wouri à Douala, les enchères seront reçues sur la mise à prix de : F CFA 25 000 000 (vingt-cinq millions francs)

Montant des enchères : F CFA 500 000 (cinq cent mille francs)

Pour tout renseignement, s'adresser à :

- Maître SOFACK Jean Claude Avocat à Douala, BP 4306, Tel : 699 83 12 28/ 665 544 344
 - Maître KOU-GANG Gabriel Huissier de justice à Douala, BP : 7060 Tel : 33 07 50 58/ 677 76 92 21
 - 3) Greffe du Tribunal de Grande Instance du Wouri
- Fait et rédigé à Douala, le 11 Avril 2018
Par l'Avocat de la partie poursuivante

Jean Marie, suing through its son representative Mrs. BEKIMA ENOUMBA Bruno Léopold so who lives in Douala V precisely at "Bepanda entrée", Tel: 677 75 38 01

Besides the charges, terms and conditions contained in the specification books writhed on the 15st February 2018 and register to Wouri High Court, Douala, the auction shall be received on the stake price of 25 000 000 F CFA and the amount auction sale is 500 000 F CFA.

Done at Douala 11st April 2018
Barrister Jean Claude SOFACK



Découvrez votre quotidien en illimité sur tous les supports numériques

Souscrivez à l'offre 100% numérique à 150F Cfa/j

www.lequotidienlejour.info

Le journal du jour en exclusivité et celui de demain avant tout le monde

COMMISSION NATIONALE ANTI-CORRUPTION (CONAC)

LA CONAC SENSIBILISE SUR LA PREVENTION DES PRATIQUES DE CORRUPTION EN PERIODE ELECTORALE

Té : 222 20 37 32 Fax : 222 20 37 30 ; Ligne verte : 1517 B.P : 33 200 Yaoundé

La Commission Nationale Anti-Corruption du Cameroun (CONAC),

- Agissant en droit ligne de ses missions statutaires inscrites dans son décret organique n°2006/088 du 11 mars 2006;
- En application des dispositions de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption de Mérida, signée et ratifiée par le Cameroun en 2003 et 2004, entrée en vigueur depuis février 2006 ;
- S'adossant sur la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance signée et ratifiée par le Cameroun en 2011 et 2012 ;
- Fort de son expérience de la veille du double scrutin législatif et municipal du 30 septembre 2013 ;
- s'inscrivant en droit ligne du **bon déroulement de l'élection présidentielle du 07 Octobre 2018,**

➤ INVITE,

Tous les acteurs engagés dans le processus électoral que sont les candidats à l'élection présidentielle ; les partis politiques et leurs états-majors ; **les agents publics ayant des fonctions en lien avec les élections** ; les Administrateurs et responsables de l'organe chargé d'organiser des élections, à savoir ELECAM ; les observateurs nationaux et autres scrutateurs étrangers ; les médias ; et enfin les électeurs, à **OBSERVER ET RESPECTER SCRUPULEUSEMENT** les lois de la République et les prescriptions contenues dans le **Code électoral** régissant les élections au Cameroun.

➤ PRESCRIT, en vue de préserver l'intégrité électorale et d'assurer un bon déroulement de l'élection présidentielle du 07 Octobre 2018,

- le respect de la loi et des principes de la démocratie électorale, la transparence, l'intégrité, la responsabilité individuelle et le respect de l'éthique par tous les acteurs engagés,

➤ RAPPELLE que,

LA LOI (A TRAVERS LE CODE PENAL) PUNIT DE MANIERE SPECIFIQUE LES DELITS ELECTORAUX qui sont des atteintes à la Constitution du Cameroun, principalement dans ses :

- **article 122** du Code pénal relatif *aux fraudes électorales* ;
- **article 123** du Code pénal relatif à la *corruption et aux violences en matière électorale* ;
- **article 123-1** (al. 1 et 2 du Code pénal) en rapport avec *l'interdiction du port d'arme en période électorale* ;
- **l'article 123-2** (al. 1 et 2 du Code pénal) concernant *toute activité ou manifestation à caractère politique en période électorale* ;
- **article 123-3** du Code pénal relatif au *détournement de fonds en matière électorale* (car il faut rappeler ici que les fonds provenant des financements publics sont des deniers publics cf. **article 276 alinéa 2 du Code électoral** du 19 avril 2012).

Par ailleurs le législateur a, non seulement encadré dans **l'article 123-4 du Code pénal** la procédure du *flagrant délit et des poursuites pénales en matière électorale*, mais aussi les **infractions non spécifiques** qui ne sont pas contenues dans le Code électoral mais qui ont une incidence pénale au regard des élections, au registre desquelles on note, entre autres : **l'abus de fonction, le trafic d'influence, le favoritisme, le refus d'un service dû...**

Par conséquent, la CONAC invite tous les acteurs du processus électoral à rester vigilants, à exercer leurs droits et à respecter leurs devoirs dans le cadre strict que leur reconnaissent la Constitution et les lois de la République, pour garantir un bon déroulement de l'élection du 07 Octobre 2018. Elle informe les populations qu'elle a mis en place une **Cellule de veille électorale**, comme en 2013 lors du double scrutin législatif et municipal, à l'effet de recenser toutes les pratiques de corruption relevées lors du scrutin présidentiel du 07 Octobre 2018.

A cet effet, un numéro vert **1517** est disponible. Il est à rappeler que les appels sont gratuits.

NON A LA CORRUPTION EN PERIODE ELECTORALE !

CECI EST UN MESSAGE DE LA CONAC

NATIONAL ANTI-CORRUPTION COMMISSION (CONAC)

CONAC CALLS FOR THE PREVENTION OF CORRUPTION DURING THE ELECTION PERIOD

Tel : 222 20 37 32 Fax : 222 20 37 30 ; Hotline : 1517 / P.Box : 33 200 Yaounde

The National Anti-Corruption Commission of Cameroon (CONAC),

- Conscious of the statutory missions enshrined in its constituting text n°2006/088 of 11 March 2006,
- Committed to implementing the provisions of the United Nations Convention Against Corruption or the Merida Convention, signed and ratified by Cameroon in 2003 and 2004, and entered into force since February 2006,
- Guided by the African Charter on Democracy, Elections and Governance signed and ratified by Cameroon in 2011 and 2012,
- Recalling the experience acquired by the Election Watch Unit set up during the legislative and municipal elections of 30 September 2013,
- Determined to contribute to the **harmonious organisation and holding of the presidential election of 7 October 2018,**

➤ INVITES,

- All actors in the electoral process, that is, candidates of the presidential elections, political parties and their officials, **public servants whose duties are linked with elections**, officials of the body in charge of organising elections (ELECAM), national and foreign observers, media persons and voters, to **SCRUPULOUSLY RESPECT** the laws of the Republic and the provisions of the **Electoral Code** of Cameroon.

➤ RECOMMENDS, in order to ensure integrity and proper organisation of the October 7, 2018 presidential election,

- respect of the law and principles of electoral democracy, transparency, integrity, personal responsibility and ethics by all actors involved,

➤ RECALLS that

BY VIRTUE OF THE ELECTORAL CODE, THE LAW SPECIFICALLY SANCTIONS ELECTION OFFENCES which constitute a breach to the Constitution of Cameroon, especially in:

- **section 122** of the Penal Code relating to *electoral fraud*;
- **section 123** of the Penal Code concerning *corruption and violence*;
- **section 123(1)** of the Penal Code relating to *Weapons during elections* ;
- **section 123(2)** of the Penal Code concerning *political demonstrations during the electoral period* ;
- **section 123(3)** of the Penal Code relating to *Misappropriation of public funds in election matters* (it is important to recall here that funds derived from public funding are public funds, see Section 276(2) of the Electoral Code of 19 April 2012).

Moreover, in Section 123(4) of the Penal Code, the legislator has enshrined the proceeding of flagrante delicto and criminal prosecution in electoral matters as well as non-specific offenses that are not contained in the Electoral Code but have a legal impact on elections, for example: **abuse of function, influence peddling, favoritism, the refusal of service...**

As a result, CONAC enjoins all those involved in the electoral process to be vigilant, to exercise their civic rights and duties in strict respect of the Constitution and laws of the Republic and to ensure a free and fair election on 7 October 2018.

CONAC further informs the public that just like in 2013 during the twin legislative and municipal elections, an Election Watch Unit has been set up in order to gather information on corrupt practices identified during this presidential election.

The toll-free number **1517** is therefore available for this purpose.

NO TO CORRUPTION DURING THE ELECTION PERIOD !

THIS MESSAGE IS FROM CONAC

“Améliorer davantage les conditions de vie des populations”

Engelbert Essomba Bengono*

Améliorer davantage les conditions de vie de nos compatriotes sera mon principal objectif”. C’est l’engagement que prend le Président candidat Paul Biya dans sa profession de foi. Ce n’est pas un hasard si la profession de foi du Président Biya commence par ce point. Le Président Biya prend en compte le fait que 38% de ses compatriotes vivent encore sous le seuil de pauvreté. Il prend en compte encore et enfin le déficit qu’ils accusent ans l’accès à l’eau potable, dans l’accès aux soins de santé de qualité et dans l’accès à l’énergie électrique. Le Président prend surtout en considération les fulgurants progrès réalisés sous le mandat 2004-2011 dans ces divers domaines. Ces progrès fondent sa conviction qu’on peut faire mieux, qu’on doit faire mieux. Le Président reconnaît que malgré les avancées indiscutables réalisées dans l’augmentation de

l’offre des soins, plusieurs de ses compatriotes n’arrivent pas à bien se soigner, faute de ressources financières suffisantes. Le Président Biya retient aussi le fait, qu’en dépit de la modernisation du plateau technique, seulement 6,6% de la population active de son pays peuvent accéder à des soins préventifs, curatifs et palliatifs de qualité, suffisants et en quantité. Le Président Biya relève enfin le fait que 3 millions de ses compatriotes ont des emplois précaires dans le secteur informel et 1 million sont des chômeurs de longue durée.

Aussi, pour compenser les effets négatifs de la précarité sur ses compatriotes, sur leurs familles et leurs proches, le Président Biya s’engage-t-il à accélérer la mise en place de l’assurance santé universelle. Qu’est-ce que l’assurance santé universelle ?

En 2015, après l’adhésion du Cameroun aux objectifs du dé-



veloppement durable(ODD), le Président Biya va instruire la création d’un comité technique national intersectoriel pour la finalisation des études sur l’assurance santé universelle.

Le cadre logique de l’assu-

rance santé universelle va ainsi naître, sous la double impulsion des administrations de la santé publique, du travail et de la sécurité sociale d’une part, de sociétés savantes, de groupement de professionnels médicaux et des partenaires au développement d’autre part.

Fondé sur une stratégie d’amplification devant permettre l’accès à des soins préventifs, curatifs et palliatifs de qualité pour tous et à un coût abordable, le nouveau système d’assurance santé suit quatre principes directeurs qui sont :

- Le principe d’universalité. Le système a l’ambition de couvrir tous les camerounais des deux sexes et de tous âges, sur toute l’étendue du territoire national;

- Le principe de solidarité nationale. Il signifie la contribution équitable de tous, les plus nantis devant contribuer plus que les moins nantis;

- Le principe de responsabi-

lité qui signifie que l’État s’engage à garantir le bon fonctionnement du système, au profit de tous ;

- Le principe d’affiliation obligatoire pour garantir la soutenabilité et la permanence des ressources de l’ensemble du système. Le défi ici étant l’immatriculation de tous les actifs du secteur informel.

Le panier des 185 premières maladies est déjà connu. Le système prendra en charge les patients des spécialités suivantes :

- Médecine interne,
- Chirurgie générale,
- Pédiatrie,
- Gynécologie obstétrique
- Vaccination.

N’attendons pas l’arrivée du nouveau système pour nous faire connaître. Allons, dès à présent, massivement nous affilier à la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS). Quel que soit notre activité et notre niveau de revenu, nous

pouvons déjà nous affilier et bénéficier de prestations qui étaient jusqu’ici réservées aux seuls salariés des secteurs publics et privés. En allant nous affilier à la CNPS, nous faciliterons l’immatriculation biométrique qui sera la base de la mise en place d’une assurance santé universelle sécurisée, fiable, équitable et accessible à tous.

Pour que ce formidable projet d’amélioration des conditions de vie et d’amplification des bons résultats déjà obtenus soit possible, votons pour le candidat qui, du fait de son expérience de la vie, connaît mieux que quiconque la réalité économique et sociale de notre pays. Votons pour l’assurance santé universelle ! Votons Paul Biya, le 07 octobre 2018 !

***Membre de la Sous-Commission de la communication du Comité Central du RDPC**

La dignité des médecins est malade chez nous

Dr Samuel Elong Ngono.*

Il est communément admis que la santé est le plus grand trésor de la créature de DIEU qu’est l’homme. Le maintien de l’homme en santé est une affaire à la fois individuelle et collective. La préservation et la conservation de ce trésor sont soutenues par la mise des médecins et guérisseurs au service de l’humanité.

Le malade cherchera ainsi son trésor auprès du médecin/guérisseur et, celui-ci cherchera à remplir à travers le malade, son devoir à lui confier par Dieu.

Cette relation symbiotique entre le traitant et le traité, le médecin et le malade, a fait naître au fil des temps, des règles de conduite techniques et déontologiques que l’on retrouve dans le serment d’Hippocrate (460-380 avant J.C) et la prière de MAIMONIDES au XIIe siècle après J.C.

On peut, sans restriction et sans risque de se tromper, dire que nul ne peut être médecin accompli, s’il n’a la crainte de Dieu : le médecin doit aimer son prochain (malade) comme lui-même. Cette relation d’amour doit se faire avec respect et dignité réciproque.

De ce que nous savons de la tradition dans nos villages, le guérisseur traitait aimablement son malade sans contrepartie et sans condition préalables. Au terme de la visite, du traitement ou de l’accouchement, c’est par un GRAND et PRESTIGIEUX MERCI que les deux se séparaient. Le guérisseur était très respecté et se conduisait dignement dans nos villages.

La relation entre le médecin et son malade est une relation de confiance, c’est-à-dire une assurance qu’inspire la personne à qui l’on se fie. Cette confiance est maintenue par ce qu’on entend dire du médecin, par ce qu’on sait de lui, par ce qu’on le voit faire.

Le serment d’Hippocrate et le code de déontologie que tout médecin doit respecter, lui confèrent une notoriété qui suscite du respect dans la société. Le médecin qui n’a pratiquement que des devoirs envers les malades se trouve respecté voire adulé.

La bonne image du médecin dans la société, n’est pas pour lui une médaille d’or objet de vantardise ou de galéjade ; elle est plutôt un fondement indispensable au bien-être des malades. Lorsque le malade croit que son médecin est bon, il est soulagé voire guéri par tout ce que lui dira ou lui donnera son médecin.

Malheureusement ces derniers temps, nous constatons tristement chez nous, un lamentable effritement de la dignité du médecin camerounais et un manque criard de considération pour ses actes. Il faut éviter que cela ne se perpétue, car nous risquons d’avoir individuellement d’importants problèmes de gestion de notre état de santé au Cameroun.

Bien qu’en général les médecins s’évertuent à se conduire dignement, on trouve encore quelques fausses notes avilissantes, qui ne proviennent heureusement pas toutes, des médecins eux-mêmes, mais qui ternissent tout de même l’image du médecin.

Lorsqu’on voit par exemple un homme porter une blouse blanche, longues manches avec un stéthoscope à son cou, on a tendance à le prendre pour un médecin mais, lorsqu’il se met à faire simplement de la publicité pour une crème, une huile, un savon ou une eau minérale, il jette un discrédit sur les blouses blanches ; il faut savoir que celui-là n’est pas un vrai médecin digne de ce nom ; il se plaît simplement à salir l’image du médecin en cherchant à rehausser la valeur



commerciale de sa marchandise au détriment de la dignité du médecin: C’EST TRISTÉ !

Les dispositions déontologiques interdisent au médecin de se livrer à de la publicité, avec ou sans blouse. La médecine ne peut pas être pratiquée comme un commerce.

Les médecins eux-mêmes ont l’obligation de se conduire de manière à empêcher l’effritement de leur image. Ils doivent se conduire avec dignité, bien remplir leurs devoirs généraux qui consistent à respecter la vie en toute circonstance, à exercer la profession sans compromettre la qualité de leurs soins et surtout, ne pas exercer la médecine comme un commerce, dans un but de lucre. Entre eux, ils ont le devoir de respect mutuel et de l’intercommunication pour pouvoir aider en commun les malades suivant les règles de l’art. Un médecin est le frère de l’autre médecin.

Le conseil national de l’ordre des médecins est un organe d’une importance capitale, c’est lui qui amène les médecins à se conduire dans les limites tracées par le code de déontologie et le serment d’Hippocrate.

C’est grâce à lui que l’image du médecin reste rehaussée dans la société. Il a le devoir de défendre le médecin en toute circonstance : auprès de la tutelle qui est le ministère de la santé, auprès de la société civile... Tout effritement durable de la confiance envers le corps médical est le résultat d’un dysfonctionnement ou du moins d’un hypofonctionnement de son conseil de l’ordre, qui se doit d’aligner et de protéger ses médecins.

Les autorités publiques, qui ont le souci de préserver la bonne santé des populations camerounaises, devraient veiller sur la considération digne du personnel médical, veiller à ce que les conditions de travail des médecins ne souffrent d’aucune faille ; les médecins camerounais devraient être rehaussés plutôt que d’être dévalorisés autour des médecins étrangers, qu’on voit toujours en première ligne dans les réunions avec les spécialistes camerounais.

On entend beaucoup parler des évacuations sanitaires à l’étranger alors que l’Etat a dépensé beaucoup d’argent pour la formation de ses spécialistes d’ailleurs bien formés dans ces pays développés. Il faudrait certainement que les autorités publiques se penchent sérieusement et réfléchissent profondément sur ces incongruités qui rabaisent la dignité des médecins camerounais.

Les spécialistes de l’information et de la communication aideraient bien la population camerounaise en évitant de présenter sans précaution à la télévision, des images crues voire obscènes des actes du secteur médical. Il n’est pas acceptable de dire sans preuve irréfutable qu’un médecin a abandonné une dame en plein accouchement difficile ; de même, les populations n’ont

pas besoin de voir dans le grand détail, une intervention chirurgicale sur le cœur, dans l’utérus, au cerveau, dans les parties intimes d’une personne malade. Ceci est une publicité nocive. Certaines personnes en tombent malades : elles sont anxieuses et angoissées, perdent leur tranquillité et leur sommeil ; pour être soulagées, elles doivent trouver une oreille attentive de médecin, à laquelle elles ont confiance : malheureusement, avec la mauvaise et inexacte idée qu’on a actuellement des médecins locaux, cette bénéfique aide peut leur manquer.

La bonne image du médecin dans la société nous l’avons dit, est un soutien incontestable pour le malade, tout le monde qui croit que la santé est un trésor pour l’homme, devrait participer à l’assainissement de l’image du médecin camerounais et à sa protection. Le très regretté Charles Doumba s’évertuait à toujours rapprocher l’action du médecin à celle du prêtre et de l’avocat. Il croyait fermement au bienfait du Médecin.

La société civile aussi, dans le même souci de faire que les populations locales aient de la considération envers leurs médecins, c’est-à-dire voient leurs problèmes de santé se résoudre par les médecins locaux, devrait refuser l’infantilisation des médecins camerounais à côté des bateaux et avions pleins d’étrangers, sans hyperqualification médicale avérée supposés venus traiter des maladies rares que les spécialistes camerounais ne peuvent pas traiter. Leur action avait l’allure de l’exercice de la médecine foraine : interdite au Cameroun.

On aurait bien voulu souvent voir ou entendre les responsables de l’ordre national des médecins et/ou du syndicat des médecins, pour défendre leur

dignité et celle des collègues et confrères camerounais, réagir positivement et paisiblement devant certaines images et certains faits qui déshonorent les médecins camerounais.

La société camerounaise tout entière, pour son propre bien-être, devrait veiller à ce que l’image de son personnel de santé ne soit aucunement galvaudée. Même s’il y avait des manquements importants, il serait plus indiqué de chercher à les réparer et à en éviter la recrudescence.

Quelques avantages propres aux médecins qu’on connaît ailleurs, pourraient aussi s’appliquer au Cameroun : Vous savez bien que l’arrêt sur autoroute (elle n’existe pas encore au Cameroun) est interdit, mais si le médecin le fait dans l’exercice de ses fonctions, il n’est nullement puni, il est même ovationné.

- On comprend mal qu’ici, un médecin soit obligé de payer le parking devant son cabinet médical.

- On comprend mal que le véhicule d’un médecin avec caducée et double clignotant en arrêt, soit saboté et obligé de payer 25.000 Frs, pour s’être arrêté par nécessité et obligation professionnelle, pour s’occuper gratuitement d’un malade.

Ne perdons pas de vue que : si nous ne défendons pas nous-mêmes nos médecins, leurs lieux et leurs conditions de travail, si nous n’entretiens pas avec nos médecins une relation avec dignité mutuelle, si nous perdons la confiance envers nos médecins camerounais, Sachons que nous perdrons certainement le plus grand trésor que Dieu nous a donné sur cette terre : La Santé au cours de notre vie.

***Médecin légiste, juriste Neurologue**

48% des Camerounais n'épargnent pas

Bancarisation. C'est l'une des statistiques saillantes de l'enquête de base FinScope commandée par le gouvernement et publiée en juin dernier.



Dans la perspective d'un renforcement des politiques et interventions pouvant générer une croissance inclusive et un développement durable, le Gouvernement du Cameroun, à travers la Cellule d'Exécution du Programme d'Appui à la Mise en œuvre de la Stratégie (CEP/SNFI), a initié l'enquête de base FinScope en vue de l'actualisation et la mise en œuvre de sa Stratégie Nationale d'Inclusion Financière.

Cette étude révèle, entre autres, que 48% des Camerounais n'épargnent pas. 12% d'entre eux conservent toutes leurs économies à la maison, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas et/ou n'utilisent pas de mécanismes d'épargne formels ou informels. 21% comptent sur des mécanismes informels tels que l'épargne de groupes (tontines).

78% n'empruntent pas

Environ 14% ont/utilisent des produits d'épargne formels non bancaires et seulement 5% ont et/ou utilisent des produits

d'épargne d'un banque commerciale.

Le rapport des camerounais avec le crédit est tout aussi distant. 78% ont affirmé ne pas emprunter au moment de l'enquête, ni auprès des amis/ de la famille, ni auprès des fournisseurs de produits financiers formels/informels. 11% comptent sur des mécanismes informels tels que des prêteurs d'argent (ils n'ont aucun crédit/prêt formel, mais ils pourraient aussi emprunter à des amis et à la famille). 8% comptent sur le crédit provenant de la famille et des amis alors que 1% ont/utilisent des produits de crédit/prêt des autres institutions formelles (non-bancaires), mais ne reçoivent pas des produits de crédit/prêt des banques (il se pourrait qu'ils utilisent également des produits informels de crédit/prêt et/ou empruntent à des amis et à la famille). Seuls 2% des adultes ont/utilisent des produits de crédit/prêt des banques commerciales, les consommateurs utilisant généralement une combinaison de produits et de services finan-

ciers pour répondre à leurs besoins financiers.

En outre, et toujours selon l'étude, 1% des adultes comptent exclusivement sur les services bancaires et 23% comptent exclusivement sur d'autres mécanismes formels. 26% utilisent une combinaison de mécanismes bancaires et/ou d'autres mécanismes formels et/ou informels pour gérer leurs besoins financiers, indiquant ainsi que leurs besoins ne sont pas entièrement satisfaits par le seul secteur formel. 15% de la population adulte comptent uniquement sur des mécanismes informels tels que l'épargne informelle et les groupes de crédit pour épargner ou emprunter de l'argent ou couvrir les risques

L'enquête de base FinScope est sensée fournir des repères crédibles sur le niveau d'inclusion financière et guider des stratégies d'inclusion financière ciblées et focalisées utilisant des données empiriques probantes. Le cadre d'échantillonnage et la pondération des données de l'enquête ont été réalisés par l'Institut National de la Statistique (INS). 6 826 entretiens ont été menés par l'INS entre octobre et décembre 2017. Les objectifs de l'enquête FinScope Cameroun 2017 étaient d'appréhender les populations adultes en termes de: Leurs moyens de subsistance et comment elles génèrent leurs revenus; leurs besoins et demandes financiers; leurs perceptions, leurs attitudes, et leurs comportements financiers; leur répartition démographique et géographique; les niveaux actuels d'accès et d'utilisation des services et produits financiers.

Hiondi Nkam IV

Faible traçabilité des actions des entreprises

Paludisme. Les données des entreprises du secteur privé ne sont pas remontées au niveau des districts de santé et faussent les statistiques nationales.



D'après les chiffres tirés du rapport du Programme national de lutte contre le paludisme (Pnlp) de 2016, on compte 1 479 345 cas de paludisme confirmés au Cameroun, soit 20% des cas de maladie et 42% des hospitalisations. 2639 décès sont enregistrés, dont 65% chez les enfants de moins de 5 ans. Selon les experts, la maladie qui fait également des ravages au sein des entreprises représente l'une des premières causes d'absentéisme élevé au travail, de dépenses en santé pour les travailleurs, de baisse de la productivité et de la réduction du revenu de l'employé, entre autres. Pour changer la

donne, l'Ong Malaria No More a initié depuis quelques années déjà des séminaires de renforcement des capacités des entreprises du secteur privé à la lutte contre le paludisme.

Une quinzaine d'entreprises ont d'ailleurs pris part à une session de recyclage à Douala le 27 septembre 2018. Les participants ont notamment été éduqués sur les nouveaux outils de lutte et les nouveaux Tests de diagnostics rapides (Tdr). Cette activité de Malaria No More avec le secteur privé rejoint le plan stratégique de lutte (2014-2018) du Pnlp, dont l'un des objectifs vise à réduire de 75% d'ici 2018, la morbidité et la

mortalité du au paludisme. Mais d'après les acteurs de la lutte, des défis importants demeurent. La morbidité reste encore élevée chez les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans. Il se pose en outre un problème de transmission de données des entreprises du secteur privé vers les districts de santé. Toute chose qui fausse les statistiques nationales, append-on.

« Toutes les actions que le secteur privé mène sont à saluer et à promouvoir. Mais tout ce travail qui est fait a encore une faible traçabilité au niveau du système d'information sanitaire », déplore Dr. Dissak-Delon Fanny, médecin de santé publique, représentante du coordonnateur du Gtr Paludisme Littoral. Le médecin invite les responsables engagés dans la lutte contre le paludisme dans les entreprises du secteur privé à remonter les statistiques au niveau du district de santé, afin d'améliorer les indicateurs de santé. Dr. Dissak-Delon Fanny recommande également aux responsables de la lutte dans les entreprises à se rapprocher des districts de santé en cas d'autres besoins.

Mathias Mouendé Ngamo

Maïs, arachides et légumes arrivent en tête

Cultures agricoles. C'est l'un des enseignements d'une enquête FinScope récemment réalisée au Cameroun.



La production du maïs, des arachides et des légumes est la principale activité agricole dans le pays. Tout au long de l'enquête FinScope commandée par le gouvernement, presque tous ceux qui ont indiqué que leurs ménages sont impliqués dans l'agriculture ont également indiqué qu'ils sont impliqués dans la production végétale (99%). Les cultivateurs semblent avoir une gamme plus diversifiée de cultures qui se traduit également par un revenu principal diversifié. Les arachides sont aussi très appréciées parmi les agriculteurs, suivies de près par les légumes (53%), le manioc (52%) et les haricots (49%).

L'élevage est également un important contributeur à la subsistance des agriculteurs avec 57% des agriculteurs impliqués dans la volaille (80%), la chèvre (47%) et le mouton (25%). Seulement 19% des éleveurs sont impliqués dans l'élevage du bétail et du cochon. La volaille est la forme d'élevage la plus appréciée. C'est aussi la principale source de revenus pour environ un tiers des éleveurs. L'élevage des chèvres arrive en deuxième position avec 24% alors que les cochons et les bovins contribuent pour 14% au principal revenu de l'élevage.

Manque de financement

Plus de 60% des ménages agricoles n'achètent aucun intrant agricole mais utilisent ce qu'ils ont déjà. Cela peut s'ex-

pliquer par le grand nombre d'agriculteurs de subsistance. Le maïs étant la principale source de revenus, deux agriculteurs sur cinq doivent vendre leur récolte et 11% doivent vendre du bétail pour acheter les intrants agricoles. Ceci met en lumière le plus grand obstacle à la commercialisation – le manque de financement. D'autres flux de revenus sont également utilisés pour soutenir le capital agricole. Seulement 12% des agriculteurs sont en possession des titres de propriété ce qui limite les cautions formelles pour l'obtention de crédits.

La répartition de la taille des parcelles parmi les ménages d'agriculteurs est typique des petits producteurs agricoles avec 51% des agriculteurs camerounais qui détiennent moins de 3 hectares de terrains agricoles. Cumulativement 35% des agriculteurs ont entre 3 et 10 hectares de terrain, alors que 14% ont des parcelles de plus de 10 hectares. La taille des parcelles a été citée comme obstacle par 37% des agriculteurs qui envisageaient la commercialisation de leurs activités agricoles.

Alors que 70% des agriculteurs cultivent sur des parcelles qu'ils possèdent, seulement 16% d'entre eux possèdent un titre de propriété ou un document de propriété. 30% des agriculteurs ont affirmé exploiter la terre de quelqu'un d'autre.

H.N.IV

le jour

Publiez vos annonces à partir de **5000 F cfa.**

*Améliorez votre visibilité à moindre coût.

*Faites asseoir votre notoriété

*Booster vos affaires

*Réservez votre espace sur l'adresse suivante :

lejournservicecommercial@yahoo.fr

Yaoundé : 22 04 01 85 / 96 98 62 64

/ 99 74 95 85

Douala : 77 68 10 34 / 99 93 76 72

With Afriland
our child
dream

Go to the ne
or contact y
manage

8050
Call
center
24h/7

Afriland

www.afriland

1063 Place de l'Indépendance
11834 Yaoundé - Cameroun
Firstbank@afrilandfirstbank.com
@afrilandfirstbankgroup



First Bank
dren can
m big

arest branch
our portfolio
er today



First Bank

firstbank.com

(237) 2 22 23 30 68 / 7 22 21 53 27

(237) 2 22 21 17 85

@ATD_Cameroon

Le câble sous-marin SAIL sera bientôt exploité

Télécommunications. Camtel a terminé la construction de la station d'atterrissage. Sa mise en exploitation permettra d'offrir des services sur une bande passante de 32 téraoctets/seconde.



A Kribi, le bâtiment ultra moderne de R+1 est maintenant terminé et se dresse sur une surface utile de 400 . Il abrite la station d'atterrissage du système de câble sous-marin à fibre optique qui part de Kribi au Cameroun pour Fortaleza au Brésil. La fin des travaux de construction et d'équipement de la station marque l'apothéose du projet South Atlantic Inter Link (SAIL). Ce projet a permis la pose du câble sous-marin intercontinental qui traverse l'océan Atlantique, pour relier l'Afrique et l'Amérique du Sud. Le Cameroun étant la tête de pont via la société publique Camtel qui conduit le projet.

La construction des 6 000 km de câble sous-marin est achevée depuis le 4 septembre 2018, date de l'accostage à Fortaleza, sur les côtes brésiliennes, du bateau CS Recorder qui a effectué les travaux quelque trois mois durant. En effet, le 22 mai, le navire câblé quittait la plage de Ngoye à Kribi où avait lieu le tirage du premier mètre du câble sous-marin. Depuis son arrivée au Brésil, il ne reste plus que la mise en service de la station d'atterrissage, dénommée KCLS (Kribi Cable Landing Station), en chantier depuis janvier. Les travaux se sont accélérés ces derniers mois. « A ce jour, le bâtiment R+1 est terminé, les équipements de la station sont installés et sont en train d'être activés », affirme Eric Pela Ondobo, le chef du département de la communication à Camtel.

Des milliards à gagner

Dès que la station entrera en exploitation, celle-ci assurera alors les missions à elle dévolues. A savoir la supervision, l'exploitation, le monitoring et la maintenance du système de câble sous-marin à fibre optique. Cette infrastructure offre une capacité installée de 32 téraoctets/seconde. A Camtel, on se réjouit déjà de ce que le Cameroun peut déjà consolider sa connectivité internationale et booster son économie digitale. Mieux, le pays fait à présent partie des grands acteurs mondiaux des télécommunications.

Le câble permet d'offrir des services aux opérateurs de télécommunications et aux entreprises ayant besoin de grande capacité de bande passante. Un client s'est déjà signalé. Il s'agit de la société GITGE qui a sous-

crit à l'interconnexion pour la Guinée Equatoriale. C'est un contrat de plusieurs milliards. Dans ce domaine, les contrats se chiffrent en milliards. L'investissement du Cameroun est donc présenté comme rentable. Il y a par exemple les droits fixes d'entrée dans le système, sans compter les redevances annuelles à verser.

En mai dernier, le directeur général de Camtel, David Nkoto Emame, a donné quelques pistes sur la stratégie de rentabilisation du projet SAIL. Il a annoncé une ouverture vers des partenaires commerciaux « hautement qualifiés dans le domaine de la commercialisation des capacités des câbles sous-marins ». Cette ouverture se fait actuellement à l'international et sur le marché national.

« A l'international, nous travaillons avec des géants, à l'instar de PCCW. Nos équipes peaufinent ce partenariat ». Le géant PCCW Limited, basé à Hong Kong, est l'un des leaders mondiaux des télécoms. Camtel entend capitaliser sur la présence mondiale de ce partenaire implanté en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique, dans les Amériques, en Chine continentale et dans d'autres parties de l'Asie. L'enjeu est de vendre les services du SAIL à l'échelle mondiale, notamment aux pays qui sont alignés sur le tracé de la fibre optique, ainsi qu'aux opérateurs internationaux du domaine des télécoms et TIC. Le second marché de Camtel ce sont les sous-régions de l'Afrique. A cet égard, des partenariats ont été noués avec des firmes spécialisées dans la commercialisation des services du SAIL. Plusieurs contrats sont déjà annoncés, prêts à être signés comme celui avec la Guinée Equatoriale, client déjà acquis.

Une nouvelle page

Au niveau national, une nouvelle ère est annoncée à tous les opérateurs, y compris ceux qui exploitent le réseau mobile virtuel (MVNO) ou encore les fournisseurs de services Internet (ISP). « Main dans la main, nous serons avec les opérateurs, afin que ce câble apporte aux populations de notre pays tout ce qu'elles désirent dans le cadre du développement des actions salutaires que le gouvernement de la République déploie, pour la promotion des TIC au Cameroun », a indiqué M. Nkoto Emame.

Le principe est le suivant : tout opérateur qui exploite les services de télécoms et TIC peut souscrire pour avoir une liaison à l'international en passant par le câble sous-marin. Celui-ci offre des liaisons directes avec l'Amérique du Sud, mais aussi avec l'Amérique du Nord et l'Afrique. Avec le SAIL, les télécommunications en direction des Etats-Unis par exemple n'ont plus besoin de transiter par l'Europe et la Grande Bretagne notamment. C'est vrai pour les services de téléphonie, les services de vidéoconférence, les transferts de données ou encore les services de transmissions. « Les clients viennent car, ils veulent davantage de bande passante, ils veulent sécuriser leurs communications, ils veulent densifier leur connectivité dans le monde, etc. La valeur ajoutée pour les opérateurs aujourd'hui repose sur leur capacité à offrir ces solutions globales aux usagers, et telle est l'option de Camtel », explique Eric Pela Ondobo.

Camtel a mené le projet SAIL dans le cadre d'un consortium avec des géants mondiaux du secteur des télécommunications, notamment China United Télécommunications Corporation (China Unicom) qui détient ou contrôle 26 câbles longue distance dont 15 sous-marins, et Huawei Technologies Co. Ltd. Les modalités du partenariat entre Camtel et China Unicom ont été bouclées en août 2016, à travers une convention de construction et de maintenance (C&MA) du système de câbles. Ce protocole fixait les règles de construction et d'exploitation de cette infrastructure, suivant les standards internationaux. En juin 2017, un contrat de fourniture et d'installation du système de câbles a été signé avec Huawei Technologies Co. Ltd.

Fonds marins

La pose du câble sous-marin a suivi plusieurs étapes. D'abord le tracé de l'itinéraire. Pour cela, il a fallu réaliser une reconnaissance des fonds marins ou Survey marin. Cette opération entamée dans les eaux territoriales camerounaises, a nécessité les tâches suivantes : faire des relevés GPS pour positionner le câble et les autres équipements du système, cartographier les fonds et les reliefs sous-marins, déterminer les profondeurs d'immersion à l'aide de relevés bathymétriques, faire des relevés géologiques pour analyser la nature des sédiments enfin identifier les dangers et risques éventuels sur le fond marin.

Débuté à Kribi le 27 octobre 2017, le Survey marin a mis plus de deux mois dans l'océan Atlantique, jusqu'au Brésil. Puis il restait à trouver les différents types de câbles et les autres équipements nécessaires pour traverser l'Atlantique. La réception-usine de ces équipements spécialisés a été effectuée en Norvège en janvier 2018. La pose pouvait alors commencer. Alors, le coup d'envoi a été donné le 22 mai par la ministre des Postes et Télécommunications, Minette Libom Li-Likeng, avec à ses côtés son homologue équato-guinéen. Tout était réuni pour que le projet arrive à bon port.

Assongmo Necdem

L'Ua annonce un soutien aux compagnies

Transport aérien. L'institution cherche des soutiens pour permettre l'établissement, sur le continent, des compagnies aériennes à bas coût afin de stimuler les déplacements à l'intérieur du continent.



A en croire la commissaire en charge des infrastructures, de l'énergie et du tourisme, Amani Abou Zeid, « le coût des déplacements aériens sur le continent reste élevé en partie du fait du manque de libéralisation du secteur des transports aériens ».

Ainsi, l'organisation panafricaine propose « une stratégie continentale du tourisme visant à promouvoir la libéralisation du secteur aérien en Afrique qui permettra à des compagnies aériennes privées dynamiques et flexibles de fonctionner en Afrique afin de promouvoir les déplacements intra-africains ».

Mme Zeid s'exprimait en marge de la première réunion du sous-comité sur le tourisme du comité technique spécialisé pour

les transports, les infrastructures transcontinentales et interrégionales, l'énergie et le tourisme.

« Cette stratégie continentale du tourisme devrait être signée par les chefs d'Etat africains en mi-2019 et serait par la suite adaptée dans les politiques locales par les pays membres de l'UA » a-t-elle fait savoir.

Selon Mme Zeid, un secteur de l'aviation compétitif aidera à soutenir le secteur du tourisme sur le continent, car près de 80 % de l'ensemble du trafic aérien en Afrique est assuré par des compagnies aériennes non africaines.

Le continent souhaite rendre son secteur de l'aviation dynamique en l'ouvrant à la concurrence, a indiqué la responsable de l'UA.

Le chiffre

80%

L'étude FinScope révèle que la plupart des produits agricoles sont vendus sur un marché (80%), 51% vendus directement au consommateur et 40% par des intermédiaires ou agents.

La citation

« En tant que jeune femme noire, quel que soit d'où on vient ou de l'idée qu'on se fait de soi, on réalise très rapidement qu'on se trouve au bas de la pyramide des privilégiés du monde... Ce qui m'a inspiré un essai sur la nécessité de la création d'un média qui connecterait les différentes diasporas noires du monde. A ce moment, ma vision restait globale et pas encore tournée vers l'Afrique jusqu'à ce Mai 2006 » .

Rolande Kammogne,
Fondatrice Vox Africa

“ Je suis fier du Cameroun de Paul Biya ”

Grégoire Owona. Le secrétaire général adjoint comité central et vice-président de la Commission nationale de la campagne du Rdpc s'exprime à la suite des meetings de pré-campagne où on l'a vu à Garoua aux côtés du président du FSNC et à Bogo dans l'Extrême-Nord où il est allé encouragé les militants de son Parti.

La campagne va bon train... le Rdpc repart vers la victoire ?

C'est le président Paul Biya qui repart vers la victoire. Pour ce qui est du Rdpc qui a présenté ce candidat, je puis effectivement affirmer que la campagne va bon train avec un déploiement stratégique en deux axes. Le premier est celui des activités de proximité menées par les responsables du Parti à leurs différents niveaux, conformément à la Circulaire du Président national, et selon un découpage territorial qui a été rendu public par le Vice-premier Ministre Jean Nkuete, Secrétaire Général du Comité Central. L'autre axe de déploiement et de mobilisation de nos électeurs est celui des meetings, dont le plus emblématique est celui tenu par le Président-candidat à Maroua samedi 29 septembre et vous êtes témoins que notre Parti est le seul à tenir de tels rassemblements avec des fidèles dont nous sommes sûrs de l'adhésion au Programme politique de Paul Biya. Des fidèles à l'attention desquels nous avons des mois durant organisé des campagnes d'inscriptions sur les listes électorales, suivies d'une campagne de retrait des cartes d'électeurs.

Cette campagne électorale donne également à voir d'autres candidats qui font foule un peu partout dans le pays et qui sont très populaires visiblement. Comment réagit le Rdpc face à cette popularité des adversaires de Paul Biya à la présidentielle 2018 ?

Je note que vous parlez de popularité et de foule et non pas de militants des formations politiques qui soutiennent ces candidats. En fait je voudrais que vous fassiez une différence entre meetings politiques et rassemblements sur la voie publique. Au Rdpc, nous suivons cela attentivement bien-sûr mais nous prenons aussi en compte les appréciations que font des observateurs du jeu politique de cette campagne (la presse, les universitaires et autres acteurs de la société civile), qui ont fait tôt de relever que dans ces « meetings » des candidats de l'opposition qui choisissent délibérément des espaces susceptibles de faire foule, pour reprendre votre expression, l'on retrouve plus de curieux et des non-inscrits qui font masse mais ne peuvent garantir des voix le jour du vote à ces candidats au fauteuil présidentiel. Toutefois, ces activités de nos concurrents nous renseignent sur leur déploiement et nous restons attentifs aux évolutions et analyses qui nous parviennent.

On a tout de même un « effet Kamto » qui est visible. Ce candidat vous dérange ?



Ce candidat a fait des meetings qui, comme d'autres, font foule et sont remarquables parce que organisés dans des villes symboliques me diriez-vous. Mais ces actions ne sont pas de nature à nous faire douter des soutiens exprimés depuis longtemps pour le candidat Paul Biya. Vous me donnez l'occasion de rappeler que seulement le jour du lancement de la campagne électorale, le Rdpc a fait 360 meetings sur le territoire national et quelques-uns à l'étranger. Le mot d'ordre étant, de mobiliser et de sensibiliser les militants et sympathisants sur la nécessité d'aller le 07 octobre mettre effectivement le bulletin dans l'urne pour le président Paul Biya. Donc, nous n'avons pas changé d'approche ni moins perdu de vue notre objectif car ces deux ou trois meetings du candidat Kamto qui ont certes frappé les esprits, rassemblent visiblement des personnes d'un profil similaire (très jeunes, pas tous en âge de voter, visiblement pas inscrits), tandis que le Rdpc s'adresse à ses militants et sympathisants déjà implantés dans l'ensemble des Communes, régulièrement inscrits et qui doivent le jour-j donner la majorité dans les urnes au président Paul Biya.

« L'effet Kamto » ce sont aussi les soutiens qu'engrange le candidat du Mrc...

Alors vous insistez sur ce

candidat, mais je réitère que nous respectons tous les adversaires du Président Paul Biya à cette élection. Quant

aux soutiens, aux coalitions, aux plateformes, etc., je ne vous donnerai pas ici l'analyse et l'interprétation que nous en faisons au Rdpc mais j'insiste pour vous dire que sur cet aspect une fois encore, notre candidat part favori puisque ayant rassemblé des soutiens de divers ordres et très significatifs avant même les déclarations de candidatures. Nous comptons également sur nos partis alliés qui n'ont pas attendu d'être sollicités pour réaffirmer leur préférence au candidat ayant « la force de l'expérience » en sa faveur pour conduire notre pays vers une destinée encore plus prospère.

L'un des plus récents soutiens à votre candidat est Samuel Eto'o. Une déclaration qui a suscité des réactions pour le moins surprenantes dans l'opinion...

Votre question me permet de dire quelque chose d'essentiel dans notre jeune démocratie. Le président Paul Biya a libéré depuis longtemps les énergies en consacrant la liberté d'expression et d'opinions, et il n'a jamais eu de cesse de nous rappeler que le respect et la tolérance doivent en constituer des socles intangibles. En effet, certains feignent d'ignorer que la pluralité

politique observée, l'engouement de la jeunesse camerounaise que tout le monde salue, le système électoral mis en place, la liberté de tons que se permettent certains candidats, l'enthousiasme que crée cette campagne électorale dans la population sont la manifestation la plus aboutie de la démocratie politique conduite par l'homme du Renouveau. Cette démocratie que nous avons demandée et obtenue doit donc s'appuyer sur le respect de l'opinion des autres. C'est-à-dire que chacun est libre de choisir et d'exprimer son soutien au candidat qu'il croit à même d'apporter un bien-être intégral aux Camerounais. Il n'est pas bon que les propos des uns et des autres transpirent autant de violence que l'on peut le deviner et le lire dans l'appréciation qu'ils font des prises de positions des autres compatriotes. Nous apprécions les propos et le soutien de Samuel Eto'o qui est un sportif de haut niveau, un footballeur de talent et un grand patriote. Il a su chaque fois que cela était nécessaire soutenir son pays. C'est un jeune qui n'a plus grand-chose à prouver, il a fait son choix et nous lui souhaitons de poursuivre sur cette voie de la sagesse.

Certains expriment des craintes au regard des menaces de trouble sous-entendues dans les propos de certains leaders politiques en course pour le 7 octobre. Qu'est-ce ce que cela vous inspire ?

L'offre politique du Président National du Rdpc est une fois de plus soumise au peuple camerounais qui est souverain et qui dispose d'une arme démocratique qu'est le vote. Dommage que certains ayant fait du « Paul Biya doit partir » leur unique ambition électorale et appréhendant le rejet de leurs promesses fallacieuses par la grande majorité des électeurs, veuillent user de violence en promettant la descente dans la rue en cas de défaite. Ils devraient encore y réfléchir et j'espère que l'Etat prendra tout simplement ses responsabilités pour préserver et consolider nos acquis républicains. Je suis fier d'être Camerounais au regard de ce qui se passe sous nos yeux grâce à la gouvernance du Chef de l'Etat Paul Biya et avec notre participation civique, responsable et patriotique à tous. Après le 7 octobre, nous devons continuer à vivre ensemble dans la paix, et ma conviction profonde est que se sera sous la conduite avisée du sage Paul Biya dont le prochain septennat présidentiel est porteur de grandes opportunités pour chacun et chacune d'entre nous.

Propos recueillis par Haman Mana

L'offre politique du Président National du Rdpc est une fois de plus soumise au peuple camerounais qui est souverain et qui dispose d'une arme démocratique qu'est le vote. Dommage que certains ayant fait du « Paul Biya doit partir » leur unique ambition électorale et appréhendant le rejet de leurs promesses fallacieuses par la grande majorité des électeurs, veuillent user de violence en promettant la descente dans la rue en cas de défaite.

“Quand bien même il le voudrait, il ne pourrait pas gouverner”

Maurice Kamto. Le candidat du Mrc a profité de son meeting à Garoua pour évoquer la capacité de Paul Biya à diriger le Cameroun à son âge.

Pour la deuxième fois en un mois, vous effectuez une visite dans les régions septentrionales, qu'est-ce qui vous y attire ?

Si vous avez été attentif à mon parcours, ce n'est pas seulement le septentrion que j'ai visité, c'est tout le pays, donc, il n'y a pas une attraction particulière par rapport à une région spécifique. J'étais soucieux dans un premier temps, de voir l'état des structures de notre parti sur le terrain à l'approche de l'élection présidentielle. Ma première visite avait cet objectif : régler le fonctionnement des structures de notre parti, m'assurer que le dispositif est en place, parachever le travail d'implantation là où nous n'étions pas encore suffisamment présents. C'est pour cela que lors de cette première visite, nous sommes allés en profondeur, nous avons visité tous les arrondissements. Dans certains cas même, les villages, les composantes d'un même arrondissement. D'ailleurs cette première visite était dans le prolongement de la visite que nous avons effectuée dans d'autres régions du pays. Je fais remarquer que, ce que nous avons appelé la «Caravane du Mrc» s'est ébranlée depuis fin 2015. Ça avait commencé par Bafoussam, pour s'étendre dans d'autres parties du pays. La partie septentrionale du pays avait fait l'objet de reports à plusieurs reprises pour des raisons de sécurité à l'époque. Nous voulions commencer par l'Extrême-Nord et descendre pour des raisons de commodité. Lorsque les conditions sont réunies nous sommes donc venus. D'ailleurs en 2016, j'ai tenu meeting à Ngaoundéré. La deuxième partie c'est dans le cadre de la campagne électorale, c'est pourquoi cette visite est limitée à la ville de Garoua.

Une opinion vous soupçonne d'éviter de vous rendre dans les régions anglophones du Sud-ouest et Nord-ouest...

J'ai déjà été dans les régions anglophones, les gens oublient. J'ai tenu un grand meeting, vraiment un meeting à succès à Bamenda le 25 juin 2016. Dans le Sud-Ouest nous sommes allés dans certaines localités sans pouvoir tenir de meeting parce qu'en ce moment-là, c'était des réunions préparatoires pour le grand meeting que nous voulions y tenir en septembre.

Pour quand la prochaine date?

Nous avons un programme de meetings qui est en circulation et tout le monde le connaît. Nous ne pouvons nous y rendre que si les autorités administratives et les forces de maintien de l'ordre nous garantissent la sécurité.



C'est une zone de guerre, vous n'allez pas dans une zone de guerre comme vous allez dans une zone de paix. Nous communiquons aux autorités compétentes notre itinéraire de déplacement. A elles, de nous assurer que nous pouvons y aller en toute sécurité. Le ministre de l'Administration territoriale avait demandé expressément que lorsqu'on veut se rendre dans l'une de ces Régions, l'on doit indiquer l'itinéraire exact, les lieux et dates etc., c'est ce qu'on va faire. Il ne suffit pas de faire la notification, il faut encore que les autorités administratives et les forces de maintien de l'ordre nous donnent une assurance de leur côté.

On sait que vous appelez au dialogue pour résoudre cette crise anglophone, vous le faites depuis son début. Vu son évolution, votre position a-t-elle changée ?

Le message que je voudrais porter à l'endroit nos frères et sœurs anglophones, c'est que nous ne sommes plus à la phase où il faut espérer une solution du gouvernement actuel parce qu'il a montré soit son incapacité, soit son manque de volonté de résoudre la crise. Nous pensons que seul le changement à la tête de l'État peut offrir une vraie chance de régler la crise. Notamment le changement à la tête de l'État avec ceux qui sont constants sur une proposition de solution. C'est notre cas, nous avons toujours dit, « il faut porter un message de paix, essuyer leurs larmes»,

comme on dirait en Afrique. Reconstruire les villages, aller chercher ceux qui sont réfugiés au Nigeria, sortir ceux qui sont dans les forêts, les rétablir, leur redonner confiance et maintenant ouvrir le dialogue avec des personnalités considérées

comme représentatives des populations anglophones, pour nous mettre d'accord sur la forme de l'État. C'est pour cela que j'ai dit que si je suis élu président de la République, ma première visite sera dans les régions anglophones.

Êtes-vous confiant en l'environnement de cette élection présidentielle?

S'il y avait un code électoral adopté de façon un peu plus consensuelle, il y aurait déjà un peu plus de confiance. Nous n'avons pas pu, en dépit du combat que nous avons mené sur ce terrain depuis 2013, obtenir que le gouvernement bouge ne serait-ce que sur un seul point quant à l'amélioration des conditions de l'organisation des élections dans notre pays. Mais, nous étions devant un choix cornélien: aller aux élections ou ne pas aller. D'ailleurs on nous a interpellé en nous demandant : «Pourquoi est-ce que vous allez aux élections alors que la partie anglophone n'est pas en état de participer sereinement à l'élection? Nous avons le choix entre boycotter et laisser le gouvernement actuel aller tranquillement se faire « ré-élire » dans un fauteuil et dire je suis investi de la légitimité de l'élection et je peux mener la politique que je veux, en dépit des insuffisances du Code ou aller aux élections en sachant que nous avons appris de l'élection de 2013 à laquelle nous avons participé, et nous savons aussi où sont les points faibles du gouvernement. Nous nous sommes organisés en conséquence et nous avons confiance de pouvoir gagner cette élection.

L'on pense que le candidat est très faiblement entouré en termes de lieutenants qui relaient dans les Régions et les zones rurales

du pays et que c'est là la faiblesse de sa candidature...

C'est la première fois que j'entends ça. Notre premier vice-président (Mamadou Mota, ndlr) est basé dans l'Extrême-Nord, nous avons là-bas un représentant qui est très fort. Nous avons été dans tous les arrondissements pour y tenir des meetings y compris dans tous les arrondissements où on avait promis que nous ne pouvions pas tenir meeting, il y a eu de l'affluence... Je prends comme ça, à l'Ouest, nous avons quelqu'un qui a pris les rênes du parti depuis 2015 et qui l'a porté à un niveau où personne ne l'attendait, nous avons le régional de l'Est, vous avez vu, nous avons tenu un meeting fort couru à Bertoua avant de revenir ici à Garoua, après avoir tenu un meeting à succès il y a deux ou trois semaines à Garoua Boulai. Quand on me dit qu'il n'y a pas de relais, je suis étonné. Nous avons dans le Sud quelqu'un comme Dr Okoo, un médecin, qui est le régional du Sud. Je ne sais pas quel genre de lieutenants vous voulez, nous avons un médecin dans le Sud, le vice-président qui est basé à l'Extrême-Nord est un ingénieur, à l'Ouest c'est un homme d'affaires. Je ne crois pas qu'en qualité, le parti dirigeant ait plus de cadres que nous.

Combien de meetings avez-vous tenu depuis que vous avez entamé votre conquête?

Je ne sais pas. Ce sont mes lieutenants qui peuvent vous le dire.

Qu'est-ce qui vous fait tant courir?

C'est l'enjeu. Le pays est dans un état tel que, et sans faire du catastrophisme, il faut vraiment qu'il y ait un sursaut national. C'est pour cela que je ne considère pas l'élection du 7 octobre prochain comme une élection politicienne. C'est une élection qui offre la possibilité à notre pays de rebondir. Je pense que chacun au fond de lui-même doit trouver la lucidité nécessaire pour dire, entre quelles mains nous pouvons remettre notre pays pour les années à venir. Le président actuel, s'il avait quelque chose à offrir, il l'a déjà fait. Même par son âge il ne pourrait plus, quand bien même il le voudrait, sauf s'il veut que les autres gouvernent à sa place et derrière son image. Mais, lui-même ne peut plus et donc il faut que les Camerounais par la large victoire que j'espère, fassent comprendre à notre président gentiment qu'il est temps qu'il aille prendre sa retraite.

Propos recueillis par Aziz Salatou

”
Le message que je voudrais porter à l'endroit nos frères et sœurs anglophones, c'est que nous ne sommes plus à la phase où il faut espérer une solution du gouvernement actuel parce qu'il a montré soit son incapacité, soit son manque de volonté de résoudre la crise. Nous pensons que seul le changement à la tête de l'État peut offrir une vraie chance de régler la crise.
 “

Viettel Global Investment S.A.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

VIETTEL GLOBAL INVESTMENT COMPANY S.A., une société dûment établie et opérant au Vietnam dont le siège social est domicilié aux niveaux 39 et 40 de la Keangnam Hanoi Landmark Tower à Hanoï, est actuellement l'actionnaire majoritaire à 70%, en coentreprise avec l'actionnaire local à 30%, Bestinver Cameroon SA (Bestcam) avec son promoteur, M. Baba Ahmadou Danpullo, de la société de télécommunications Viettel Cameroun SA (dont la marque déposée est neXttel). Viettel Global Investment S.A. et sa filiale au Cameroun, Viettel Cameroun S.A, s'engagent à œuvrer pour les intérêts du peuple camerounais, s'opposant ainsi à tout effort visant à compromettre le partenariat, à sous-estimer l'investissement engagé et à nuire à sa réputation.

Douala, le 1er octobre 2018 – «Viettel Global Investment S.A. et sa filiale camerounaise Viettel Cameroun S.A. s'engagent pour les intérêts des Camerounais, en apportant au pays des technologies de pointe et une expertise certaine en matière de gestion des télécommunications, en créant des emplois tout en respectant les lois et règlements camerounais. » a déclaré dans un communiqué M. DO Manh Hung, Directeur Général et représentant légal de Viettel Global Investment S.A. en réponse à des informations mensongères actuellement diffusées sur le groupe et sa coentreprise basée au Cameroun.

La vérité est que Viettel Cameroun S.A., qui a hérité de l'investissement solide, standardisé et durable de Viettel Global Investment S.A., a connu une croissance spectaculaire depuis le début de ses activités il y a quatre ans, suite à la convention de concession signée avec le gouvernement du Cameroun. En effet, jusqu'au 31 Décembre 2017, Viettel Global Investment S.A., a investi avec succès FCFA 201 milliards dans sa filiale camerounaise sous forme de capital d'investissement (capital-actions, prêts aux actionnaires) et d'autres types de supports commerciaux. Etablissant ainsi le 3ème réseau de télécommunications au Cameroun et déployant ses activités commerciales, avec le soutien de Viettel Global Investment S.A., Viettel Cameroun S.A., a rapidement construit la plus grande infrastructure de télécommunications à travers le pays, avec 2500 stations 2G / 3G et 8000 kilomètres de câbles à fibre optique.

Notre opérateur local, Viettel Cameroun S.A, a connu jusqu'ici une croissance incroyable et atteint une taille remarquable. Ce fournisseur de services de télécommunication compte désormais 4,5 millions d'abonnés, la couverture étant étendue à la plupart des zones rurales reculées du Cameroun. Viettel Cameroun S.A est également la première entreprise à fournir une connexion 3G aux prix les plus bas tant en termes de services entrants que sortants, tout en étant la première à fournir des applications de télévision mobile. Bénéficiant de nombreux avantages de sa société mère, Viettel Cameroun S.A. a remporté trois prix ASCOM - le prix le plus remarquable et le plus réputé du pays dans le domaine des télécommunications - à savoir « Le meilleur fournisseur de services Internet » (2015), « Le meilleur fournisseur de services Internet » (2016) et « La meilleure application de télévision mobile » (2016). Ces réalisations profitent non seulement à Viettel Cameroun S.A, mais également au partenaire de coentreprise local, Bestcam, qui bénéficie ainsi des avantages technologiques et managériaux de l'investisseur majoritairement vietnamien.

Jusqu'à ce jour, environ 100 000 Camerounais ont trouvé un emploi stable en rejoignant les chaînes d'approvisionnement de Viettel Cameroun S.A. Parmi les 1 000 employés travaillant chez Viettel Cameroun S.A., les Camerounais représentent 94% de l'effectif et l'équipe dirigeante est composée à 85% de Camerounais. Les employés vietnamiens travaillent côte à côte avec leurs collègues locaux et essaient de former et de transférer des technologies aux collaborateurs locaux.

Viettel Cameroun S.A. emploie 2000 représentants des ventes mobiles (D2D) et possède 80 000 points de vente, avec 90 revendeurs agréés, garantissant un accès des plus confortables et faciles à tous les habitants du Cameroun. Viettel Cameroun S.A. est l'opérateur doté de l'expertise et de la capacité de transformer la vie de ses clients et prospects

grâce à l'innovation technologique. A travers sa filiale camerounaise, Viettel Global Investment S.A. a pour objectif de fournir une expérience et des technologies de pointe aux Camerounais, s'arrimant ainsi au plein essor de l'économie du pays et contribuant davantage à la société.

Le ministre des Affaires Etrangères, S.E. Lejeune Mbella Mbella a reconnu que Viettel Cameroun S.A était un symbole du succès de la coopération bilatérale. La filiale créée par Viettel Global Investment S.A. au Cameroun est le plus grand, et aussi le projet fondamental du Vietnam au Cameroun jusqu'à ce jour. Les experts affirment ainsi que Viettel Cameroun S.A. est l'opérateur qui possède une énorme capacité à porter au niveau supérieur la vie des consommateurs grâce à la transformation numérique, l'entreprise s'efforçant de fournir les technologies les plus innovantes au Cameroun. Aussi, de nombreux services de Viettel Cameroun S.A. sont fournis et exploités au Cameroun, tels que des services de télécommunication, Internet et autres. En outre, le projet investit également dans la construction d'infrastructures de télécommunications, la télévision par câble et la télévision numérique terrestre.

Par ailleurs, en accord avec la philosophie d'entreprise de Viettel Global Investment S.A., Viettel Cameroun S.A a mené de nombreux projets de responsabilité sociale des entreprises dans le but de contribuer au développement du Cameroun. L'un des plus importants de ces projets est le programme « neXttelHealthcare », initié depuis 2016 jusqu'à ce jour. Avec un coût total de plus de 20 millions de FCFA par an, le programme vise à offrir des services de santé gratuits à toutes les personnes défavorisées vivant dans les zones rurales du Cameroun. Pour une couverture nationale, Viettel Cameroun S.A. se joint à une organisation caritative de soins de santé regroupant 60 médecins, appuyée par les autorités locales pour offrir gratuitement un bilan de santé et des services de soins de santé à 15 000 Camerounais jusqu'ici.

Toutes les régions du programme de soins de santé se transforment en véritable havre de paix et de joie : vivantes, pleines d'espoir et encourageantes, car tous les résidents bénéficient de services de santé et de médicaments gratuits ainsi que de propreté de l'environnement. En outre, ils disposent d'informations et de connaissances essentielles sur la prise en charge de leur propre santé, en particulier dans la prévention du paludisme. Le programme a été reconnu comme un succès en termes d'impact sur la vie du peuple camerounais tout en mettant l'accent sur la marque de Viettel Cameroun S.A. auprès du public.

Viettel Global Investment S.A. et sa filiale Viettel Cameroun S.A. travaillent avec ardeur et sans relâche pour le bien de la nation et du peuple camerounais. Toutes les tentatives visant à diffamer l'investisseur vietnamien, à mettre en péril le présent partenariat et à menacer l'investissement de Viettel Global Investment S.A. ne font que piétiner les efforts déployés par le gouvernement camerounais pour attirer les capacités étrangères, en particulier les investissements en provenance d'Asie, pour la reprise économique et la relance sociale. Ceci porte également atteinte de façon dangereuse aux avantages nationaux du Cameroun./-

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

JING & PARTNERS ATTORNEY-AT-LAW
Adresse: 537, rue AFCODI, près de la rue Njo-Njo, Bonapriso
BP 1245 Douala, Cameroun.
M. Paul Jing (avocat) - Associé Gérant
Tel: +23777550196
Email: pjing@jingpartners.com

M. Laurent Dongmo (avocat) - Associé
Tel: +237669242015
Email: LDongmo@jingpartners.com

Le Cameroun battu 0 set contre 3 par le Japon

Volleyball. Elles gardent néanmoins une chance de qualification pour le 2e tour mais à condition de battre l'Argentine aujourd'hui en espérant une défaite du Mexique.



Elles y ont cru jusqu'au bout, malheureusement, la chance n'était pas de leur côté une fois de plus face au Japon, lors du 4e match dans la poule A, du 18e championnat féminin de volleyball. Les Lionnes du Cameroun, n'ont pas fait le poids face aux Nippones, qui ont su saisir leur chance durant la partie.

La défaite du Cameroun, met une fois de plus la pression sur les pouliches de Jean René Akono, qui doivent cravacher dur lors du dernier match, pour espérer passer le second tour. Pour y accéder, la capitaine

Christelle Nana et ses coéquipières, doivent impérativement battre l'Argentine au moins 3 sets à 1, en espérant une défaite du Mexique. A égalité de points, quatre pour chaque équipe, les Camerounaises ont l'avantage, pour avoir battu les mexicaines, à l'occasion de la confrontation directe, entre les deux formations, lors de leur premier match remporte 3 sets à 2 par le Cameroun.

La victoire est donc impérative, l'objectif premier pour les Championnes d'Afrique en titre, étant d'aller au second tour. Face aux japonaises, tout

s'est joué une fois de plus sur les détails, les filles ont manqué de lucidité aux filets. En face, il y avait une équipe très supérieure, qui n'a rien négligé tout au long du match et a corrigé toutes les erreurs adverses. Après une bonne entrée et malgré la forte résistance opposée par les Camerounaises, les japonaises réussiront à doubler les Lionnes, et remportées le premier set 25-19. Scénario identique dans le second set, qui sera perdu une fois de plus par les Lionnes 20-25, avant que

celles-ci s'écroulent au troisième set 11-25.

Au classement général de cette poule A, en attendant les dernières rencontres, prévues ce jour, les Pays-Bas sont en tête avec 11 points. Grâce sa victoire face au Cameroun, le Japon se classe deuxième 10 points, à la 3e place on a l'Allemagne 9 points, le Mexique 4e avec 9 points, le Cameroun vient à la 5e place 3 points et l'Argentine ferme la queue, zéro point et déjà quatre matchs joués.

Moïse Moundi

Les clubs camerounais ont leurs adversaires

Handball. Fap Dames et Messieurs, Dynamique de Bokito, fixées à l'issue du tirage au sort de la 40e édition du Championnat d'Afrique des Clubs Champions prévue à Abidjan.



Le tirage au sort devant constituer les poules, de la 40e édition du Championnat d'Afrique des Clubs Champions, s'est déroulé le 28 septembre dernier. La cérémonie qui avait pour cadre le siège de la Confédération Africaine de Handball (CAHB), à Abidjan, a rendu son verdict avec la constitution de quatre groupes.

Le Cameroun sera repré-

senté à cette compétition par trois ambassadeurs, les deux équipes Dames et Messieurs des Forces armées et police (Fap) et Dynamique de Bokito. Au terme de ce tirage, les clubs Camerounais sont fixés sur leurs adversaires. Chez les Messieurs, le Champion en titre Camerounais Fap, hérite de la poule A. Ils croiseront le fer avec Al Ahly d'Egypte, Phœnix

du Gabon, Red Star de Côte d'Ivoire et Usfa du Burkina Faso. Lors de la précédente édition, les Fap étaient sortis au stade des quarts de finales, d'une compétition remportée par la formation de Zamalek.

Du côté des Dames, Les Forces armées et police évolueront dans le groupe B, en compagnie Primero d'Agosto de l'Angola, tenante du titre,

d'Africa sport d'Abidjan venue de Côte d'Ivoire, et HC Vainqueur de la République démocratique du Congo. Dynamique de Bokito quant à elle, sera de la partie dans la Poule B, composée de Petro Atletico de l'Angola, Abo sport du Congo Brazzaville, Bandama Hbc de Côte d'Ivoire et HC Héritage de la République démocratique du Congo.

Pour ce rendez-vous, les grosses pointures, habituées de la compétition, répondent présents. 19 formations seront sur la ligne de départ, dont 10 en Messieurs et 9 en Dames qui prendront part à cette fête du handball continental. En marge de cette compétition prévue du 19 au 28 octobre 2018, il se tiendra le congrès Africain de travail de la Confédération Africaine de handball.

Le match d'ouverture mettra aux prises l'Africa sport du pays hôte la Côte d'Ivoire, à la formation de HC Vainqueur de la République démocratique du Congo. La fausse note est celle de l'absence des représentants du Nigeria, de l'Algérie, de la Tunisie et de la Lybie, à ce regroupement Africain.

MM

Réactions

"On n'a pas su gérer les fins de set"

L'Or Ngon Ntame, libero

Il nous a manqué la combativité, et n'avons pas su gérer les fins de set, l'équipe qui l'emporte devient très dangereuse. Les Japonais ont bien joué, elles ont un jeu très rapide et sur ce plan, et à ce niveau nous n'avons pas été à la hauteur. On va vite oublier ce match et se concentrer sur le match de l'Argentine, et nous comptons donner tout pour arracher notre ticket pour le second tour.



"Manque de lucidité dans les fins de set"

Junior Anomah, coach adjoint

Nous avons abordé le match plutôt bien, les filles étaient bien tactiquement, par rapport à ce que nous avons préparé face au Japon, mais nous avons manqué de lucidité vers la fin des sets, parce que à ce niveau de la compétition, les détails comptent et le Japon a pris le dessus sur les deux premiers sets. Nous sommes tombés sur plus fort que nous. Contre l'Argentine, nous allons mettre tout en œuvre pour que le pays soit fier des athlètes présents au Japon

Propos retranscrits par MM



Brèves

LdC : Neymar égale Kaká !



Auteur d'un triplé face à l'Etoile Rouge de Belgrade (6-1) ce mercredi soir, l'attaquant du Paris Saint-Germain Neymar (26 ans, 2 matchs et 3 buts en LdC cette saison) est devenu le meilleur buteur brésilien de l'histoire de la C1, avec

30 réalisations. Un record que l'ancien joueur du FC Barcelone partage avec l'ex-milieu offensif du Milan AC Kaká, comme le souligne le statisticien Opta. Rivaldo, auteur de 27 buts, complète le podium !

Lyon : Paris, Aulas n'y croit pas trop...



Dimanche (21h), l'Olympique Lyonnais se déplace sur la pelouse du Paris Saint-Germain dans le cadre de la 9e journée de Ligue 1. Une rencontre qui ne changera pas grand-chose à l'issue du championnat, estime Jean-Michel Aulas, qui a déjà rendu les armes face au club de la capitale.

"Il y a un championnat à deux

vitesse. Le PSG va finir avec 30 points d'avance parce que c'est la meilleure équipe, et ce n'est pas de la faute des dirigeants, qui sont encore une fois de grande qualité. Comme je l'ai dit à Manchester City, peu importe le résultat, c'est le contenu qui va compter à Paris", a expliqué le président rhodanien en zone mixte.

Léopard de Douala reçoit un million de francs

Interpoules 2018. Le représentant de la région du Littoral a reçu une enveloppe financière d'un million de francs cfa de la part de Littoral Maison-mère, une association des clubs.



Emmanuel Loga remet un million aux dirigeants de Léopard de Douala

Emmanuel Loga est le président de cette association de clubs qui existe depuis six ans dans la région du Littoral, qui vole au secours de Léopard de Douala pour ses prochains combats : « Nous sommes un regroupement de clubs qui milite pour un retour au foot. Nous avons constaté depuis des années, que certains dirigeants de notre football

avaient enlevé l'envie d'exister à certains clubs en décourageant leurs présidents ou mécènes par des pratiques peu orthodoxes dans les milieux de foot. Nous nous sommes donc constitués en défenseur du jeu, et du retour au vrai football dans notre région. Ce sera aussi une force de mobilisation pour les prochaines élections aux instances dirigeantes de la Feca-

foot. Il y a quelques années, j'ai posé ma candidature et donné ma caution qui y est toujours. Je serai le candidat pour le poste de président régional de la ligue de football du Littoral. A ce titre, le mouvement que je dirige se doit d'accompagner tous les plénipotentiaires de la région. Pour sa qualification aux interpoules 2018, nous avons promis d'accompagner Léopard

notre champion. Voilà un million de francs cfa qui doivent aider Léopard de Douala de monter en Elite 2 national ». Une somme donnée au chef du village Bonantoné à Deido ce 02 octobre 2018.

« Je suis S.M. Ntonè Din Dika Aimé Théodore. Je suis aussi le chargé des sports et de l'éducation dans le canton. Au nom du chef supérieur de Deido et à mon nom personnel, je vous dis merci pour ce don. Je crois que vous connaissez mieux que moi, les difficultés que notre équipe le Léopard sportif de Douala a connues. Grâce à Dieu, nous avons obtenu cette qualification pour représenter le Littoral aux interpoules 2018. Je salue les initiateurs de cet élan de solidarité et d'amour qu'ils ont montré pour notre équipe mythique de Deido. Nous allons faire de notre mieux, pour ne pas vous décevoir ». Cette cérémonie de don s'est faite à la chefferie du village Bonantoné, en présence des dirigeants de clubs Balog John, Eugène Ekeke, et du secrétaire général de la ligue régionale de football Mpondo René Black. Le plénipotentiaire du Littoral pour les interpoules vient encore, par la voix de leurs dirigeants, de lancer une collecte des fonds qui se fera le samedi 6 octobre 2018 au collège Alfred Saker de Deido.

David Eyengué.

8000 athlètes attendus à Douala

Marathon International de Douala. Les organisateurs de cet événement étaient devant la presse ce mercredi 3 octobre 2018 dans la capitale économique. Ils annoncent plusieurs innovations.



Les organisateurs du Marathon International de Douala à City Sports, le 3 octobre 2018

La capitale économique du Cameroun est bien décidée à intégrer les grandes villes du monde qui abritent un marathon international par an. Après la réussite de leur événement lors de la 1^{ère} édition en 2017, les responsables de Tara Sports and Entertainment annoncent la 2^{ème} édition pour le dimanche 28 octobre prochain. « Nous avons accueilli 3150 athlètes qui ont pris part à la grande fête l'année dernière.

Pour notre première, on avait déjà plusieurs étrangers dont les champions du monde de la discipline, les Kenyans. C'est d'ailleurs eux, aussi bien chez les messieurs avec Shadrack Kipkoge et chez les dames (Jelimo Too Mercy) qui ont remporté les épreuves. Ils ont reçu leurs primes et accompagnements comme prévu, ce qui a donné une autre image à notre marathon qui voit à ses portes, plusieurs autres athlètes inter-

nationaux », a lancé à la presse Nathalie Yongo, administratrice de Tara Sports et membre du comité d'organisation.

Plusieurs innovations en vue cette année

Lors de la conférence de presse donnée à Akwa ce 3 octobre 2018 dans les locaux de City Sports, il y avait aussi les responsables de la société anonyme des Brasseries du Came-

roun (SABC) qui viennent se joindre à l'événement pour une réussite encore plus éclatante : « Si nous avons choisi d'accompagner ce marathon avec nos deux marques Tangui et XXL qui est un concentré d'énergie dans une bouteille, comme nous le faisons avec les Lions Indomptables. Tara sports est une entreprise qui a voulu faire grand, avec les grands. Nous venons dans cet accompagnement du sport et du marathon avec quelque chose qui va durer », a laissé entendre Yves Marcelin Djoko, le chef de produits junior alcool. Comme l'année dernière, l'entreprise de vente d'équipements sportifs City Sports a encore accepté de coller son image à cette initiative : « Nous avons été satisfaits l'année dernière, nous avons choisi de renouveler l'expérience, comme nous le faisons dans plusieurs pays du monde entier », précise Joyce Goueth, responsable marketing de City Sports. En plus des primes qui ont été revalorisées chez les athlètes, il y a cette année, en plus du marathon et de la marche familiale, un semi-marathon où seuls les athlètes nationaux seront primés. La fièvre de la 2^{ème} édition du Marathon International de Douala monte déjà dans la capitale économique.

D.E.

Brèves

J.-E. Aholou - "tout n'est pas à jeter"



Ce mardi, l'AS Monaco a esquivé une deuxième défaite consécutive en Ligue des Champions en s'inclinant sur la pelouse du Borussia Dortmund (0-3). Encore une fois, les hommes de Leonardo Jardim ont développé quelques phases de jeu intéressantes, sans réussir à les concrétiser. De quoi faire enrager le milieu de terrain Jean-Eudes Aholou (24 ans, 2 matchs en LdC cette saison).

"C'est un problème de concentration. Leur premier but, c'est une erreur d'inattention. Ensuite, on a mis les ingrédients qu'il fallait pour égaliser, mais on n'a pas réussi à conclure. Au final, le résultat est difficile pour nous. 3-0, c'est lourd... On se doit d'être concentrés pendant 90 minutes, mais tout n'est pas à jeter ce soir. Un peu comme face à l'Atletico lors du dernier match, on a fait de bonnes choses mais on repart avec une défaite", a expliqué l'ancien Strasbourgeois au micro de RMC Sport.

Huit matchs comptant pour la 2^e journée de la phase de poules de la Ligue des Champions se disputaient ce mercredi. Dans le groupe C, le Paris Saint-Germain avait provisoirement pris les commandes en

donnant la leçon à l'Etoile Rouge de Belgrade (6-1), avant de voir Naples, tombeur de Liverpool à domicile (1-0), passer devant quelques heures plus tard.

Dans la poule B, la première place se jouera vraisemblablement entre le FC Barcelone et l'Inter Milan, vainqueurs respectifs de Tottenham (4-2) et Eindhoven (2-1). Situation similaire dans le groupe A avec l'Atletico Madrid et le Borussia Dortmund, qui sont venus à bout du FC Bruges (3-1) et de l'AS Monaco (3-0). Enfin, dans la poule D, Porto, qui s'est imposé dans la douleur face à Galatasaray (1-0) rejoint Schalke 04, vainqueur du Lokomotiv Moscou plus tôt dans la journée (1-0), en tête.

Les résultats :

Groupe A : Atletico Madrid 3-1 FC Bruges, Dortmund 3-0 MONACO
Groupe B : PSV Eindhoven 1-2 Inter Milan, Tottenham 2-4 Barcelone
Groupe C : PARIS SAINT-GERMAIN 6-1 Etoile Rouge, Naples 1-0 Liverpool
Groupe D : Lokomotiv Moscou 0-1 Schalke 04, Porto 1-0 Galatasaray

Ben Arfa absent, Lamouchi s'explique



Pas encore au top de sa forme, Hatem Ben Arfa (31 ans, 3 matchs en L1 cette saison) a besoin d'enchaîner les matchs avec le Stade Rennais pour retrouver le rythme de la compétition. Mais le milieu offensif ne sera pas du voyage à Astana, jeudi (16h50) en Ligue Europa, puisque son entraîneur Sabri Lamouchi a décidé de ne pas le convoquer dans le groupe.

"C'est un choix de ma part de ne pas lui faire subir ce long voyage en sachant que le match à Monaco aura lieu 48 heures après notre retour", a expliqué le coach des Rouge et Noir en conférence de presse.

Le club breton se déplacera sur le terrain de Monaco dimanche (17h) dans le cadre de la 9^e journée de Ligue 1. Avec Ben Arfa, cette fois-ci.